

Nutizie di l'Auropa

Les Échos d'Europe

Lettre d'information de l'Antenne de la Collectivité de Corse à Bruxelles

Uttrovi 2021

À la Une / U primu

SOMMAIRE / SUNTA

À la Une.....1-2

Agenda.....2

Brèves.....3-8

Agriculture et développement rural
Concurrence

Éducation, jeunesse, culture et sport
Environnement

Institutions européennes

Mobilité et transports

Politique régionale et urbaine

Recherche et innovation

Santé

Appels à propositions.....8-14

Affaires maritimes et pêche

Citoyens, égalité, droits et valeurs

Créative Europe

Éducation, jeunesse, culture et sport

- Erasmus +

Énergie

Environnement et Climat - LIFE

Mobilité et Transports

Programme Marché Unique

Recherche et innovation - Horizon

Europe

Santé pour l'UE - EU4Health

Consultations publiques.....15-16

Bibliothèque.....17

Contact:

Antenne de la Collectivité de
Corse à Bruxelles
36, rue Breydel
B-1040 Bruxelles

LES PROPOSITIONS DE L'UE POUR FAIRE FACE À LA HAUSSE DES PRIX DE L'ÉNERGIE



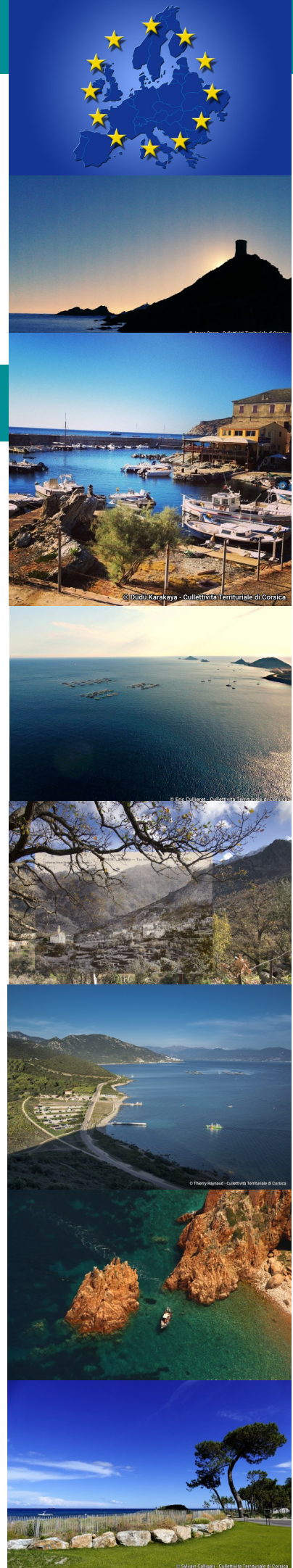
Le 13 octobre dernier, la Commission européenne a publié une boîte à outils pour atténuer les effets de la hausse mondiale des prix de l'énergie. Cette boîte à outils comporte 2 types de mesures : les mesures à effet immédiat pour protéger les consommateurs et l'industrie et les mesures structurelles à moyen terme pour développer des infrastructures énergétiques résilientes et décarbonées. Il s'agit de recommandations à direction des États membres et de mesures envisagées par la Commission européenne.

Les mesures à court terme

Ces mesures de nature temporaire visent à couvrir la période actuelle de hausse des prix et à accompagner les citoyens et entreprises à y faire face dans le respect des règles de l'UE. Ces mesures sont :

- **Prévention des coupures de réseau et apport d'une aide financière d'urgence :** La Commission européenne recommande aux États membres de soutenir les ménages en situation de précarité énergétique en leur fournissant une aide d'urgence en vue de payer leur facture ou d'autoriser des reports de paiement. Cette aide pourrait être alimentée par les recettes perçues au titre du système européen d'échange de quotas des émissions de gaz à effets de serre. Les États membres sont aussi encouragés à mettre en place des garanties pour éviter toute coupure de courant ;

Suite page 2



AGENDA

8 novembre 2021 : «Le budget de l'UE et NextGenerationEU : feu d'artifice ou big bang ?», conférence budgétaire 2021 organisée par la Commission - Plus d'informations : [ici](#)

8-9 novembre 2021 : «Technologies de courant continu et à basse tension : applications potentielles pour une transition énergétique propre», conférence organisée par la Commission - Plus d'informations : [ici](#)

10 novembre 2021 : «Les consommateurs d'abord», conférence organisée par SAFE (Safe Food Advocacy Europe) - Plus d'informations : [ici](#)

15 novembre 2021 : «Covid-19, économie, recherche et innovation», conférence annuelle sur la recherche - Plus d'informations : [ici](#)

18 novembre 2021 : «La mission sur le cancer et le plan de lutte contre le cancer», conférence organisée par la Commission - Plus d'informations : [ici](#)

29 novembre 2021 : Infoday pour les appels du programme Digital Europe (TEF sectoriels) organisé par la Commission - Plus d'informations : [ici](#)

30 novembre 2021 : Atelier en ligne sur le soutien des systèmes de conseil agricole à la réduction de la pollution par l'azote, organisé par la Commission - Plus d'informations : [ici](#)

2 décembre 2021 : Session d'information sur un espace européen commun de données agricoles, organisée par la Commission - Plus d'informations : [ici](#)

8-9 décembre 2021 : Forum citoyen sur l'Énergie, organisé par la Commission - Plus d'informations : [ici](#)

9 décembre 2021 : «Le bien-être animal dans l'UE d'aujourd'hui et de demain», conférence organisée par la Commission - Plus d'informations : [ici](#)

9 décembre 2021 : 4^{ème} sommet européen de l'Éducation, organisé par la Commission - Plus d'informations : [ici](#)

9-10 décembre 2021 : «Les perspectives agricoles de l'UE», conférence organisée par la Commission - Plus d'informations : [ici](#)

- **Réductions et exonérations fiscales** : Les États membres sont enjointes à prendre des mesures dans le cadre de la directive sur la taxation de l'énergie afin de mettre en place des baisses ciblées et limitées dans le temps sur l'électricité, le gaz naturel, le charbon et les carburants solides pour les ménages vulnérables ;
- **Soutien aux ménages et aux entreprises** : Les États membres peuvent prendre des mesures à direction de tous les consommateurs d'énergies sous forme d'une aide directe pour une consommation minimale déterminée par foyer et habitant. Les industries peuvent également être soutenues pour s'adapter sans créer de distorsions de concurrence et dans le respect des règles relatives aux aides d'État ;
- **Une coopération et un contrôle de l'UE renforcés** : La Commission européenne prévoit de développer la coopération mondiale dans le secteur de l'énergie pour assurer plus de transparence et de flexibilité des marchés globaux. Elle compte également améliorer son système de suivi et d'enquête de comportement anti-concurrentiel sur le marché de l'énergie et de solliciter l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF) pour renforcer son suivi du marché du carbone.

Mesures structurelles à moyen terme

En vue de prévenir les prochains chocs liés aux prix de l'énergie, la Commission européenne en ligne avec les objectifs du Green deal, prévoit plusieurs mesures pour permettre la transition du système énergétique européen vers une énergie propre et durable en développant notamment les énergies renouvelables, les capacités de stockage de gaz, la sécurité de l'approvisionnement. Les mesures dans ce cadre concernent :

- **La mise en place d'un système résilient** à travers la révision du règlement concernant la sécurité de l'approvisionnement afin de l'adapter à l'usage croissant de gaz renouvelables et assurer un meilleur fonctionnement des capacités de stockage de gaz dans l'UE. La Commission européenne soutient le développement de stockage énergétique à l'épreuve. Des pistes de réflexion sont engagées pour explorer les avantages d'une passation conjointe et volontaire de marchés par les États membres en ce qui concerne le stockage du gaz. Les régulateurs européens de l'énergie sont sollicités pour analyser l'organisation du marché de l'électricité et suggérer des améliorations ;
- **La protection et le renforcement du rôle des consommateurs** : Les États membres sont amenés à fournir aux consommateurs des informations fiables sur la manière de réduire leur consommation, leur facture, générer leur propre électricité ou rejoindre des communautés d'énergies. Les États membres doivent également faciliter la possibilité pour les consommateurs de changer de fournisseurs d'énergie ;
- **Le soutien aux investissements lié à la transition verte** notamment en ce qui concerne au niveau des États membres l'efficacité énergétique, la rénovation et les énergies renouvelables. Les États membres sont invités à investir davantage dans les réseaux transeuropéens notamment en ce qui concerne l'interconnexion, le stockage, la transmission et la distribution électriques. Au niveau de la Commission européenne, des guides sont en cours d'élaboration pour accélérer les procédures d'autorisation relatives aux énergies renouvelables, soutenir les États membres à faire le meilleur usage des financements européens et faciliter les investissements en ce qui concerne l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique.

Plus d'informations : [ici](#)

AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL

Soutien aux secteurs du vin et des fruits et légumes



A la suite des conditions météorologiques extrêmes de 2021 (gelées printanières, inondations, vagues de chaleur) qui, de plus, interviennent après une année 2020 difficile en raison de la crise liée au COVID-19, la Commission européenne a décidé le prolongement, jusqu'au 15 octobre 2022, des mesures de flexibilité déjà en place en faveur du secteur vitivinicole et en a également adopté d'autres qui ont pour effet d'augmenter l'aide en faveur des outils de gestion des risques tels que l'assurance-récolte et les fonds de mutualisation. Le détail des mesures est le suivant :

- Les États membres peuvent continuer à modifier leurs programmes d'aide nationaux à tout moment, alors que cela n'est généralement possible que 2 fois par an (le 1^{er} mars et le 30 juin de chaque année) ;
- En ce qui concerne les activités de promotion et d'information, la restructuration et la reconversion des vignobles, la vendange en vert et les investissements, la possibilité d'accorder une contribution plus élevée au titre du budget de l'UE est prolongée jusqu'au 15 octobre 2022 ;
- La contribution du budget de l'UE à l'assurance-récolte a été portée de 70 à 80% jusqu'au 15 octobre 2022 ;
- L'aide de l'UE destinée à couvrir les coûts de mise en place de fonds de mutualisation a été doublée : de 10%, 8% et 4% respectivement pour la 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} année de son application, elle passe à 20%, 16% et 8%.

Pour le secteur des fruits et légumes, si la baisse de la production est liée à des catastrophes naturelles, à des phénomènes climatiques, à des maladies végétales ou à des infestations par des organismes nuisibles et qu'elle atteint un niveau inférieur de 35% au moins à celui de l'année précédente, le soutien de l'UE aux organisations de producteurs fera alors l'objet d'une compensation qui ne sera pas inférieure à 85% du niveau de l'année précédente.

CONCURRENCE

Accord pour le régime français d'aides en faveur de certains commerces de détail et services touchés par la pandémie de COVID-19



La Commission européenne vient de donner son accord au régime français d'aide visant à indemniser certains commerces de détail et services pour les dommages subis en raison des mesures administratives de fermeture prises par le gouvernement pour limiter la propagation du coronavirus. Ce régime, d'un montant total de 700 millions d'€, sera ouvert à certains commerces de détail (ameublement, habillement, informatique, sport, optique, bijouterie) et à certains services (réparation de biens personnels et domestiques, coiffure et soins de beauté) lorsqu'ils ont été interdits d'accueil du public pour des périodes entre février et mai 2021. Les bénéficiaires pourront obtenir une indemnisation sous la forme de subvention directe à hauteur d'un montant égal au montant des loyers payés pendant les périodes de fermeture, en tenant compte des recettes potentielles des ventes en ligne ou d'autres compensations, comme les montants versés par les assurances. Un plafonnement est également prévu pour les entreprises faisant déjà des pertes en 2019, pour celles ayant une forte proportion de ventes en ligne et pour celles bénéficiant de plus de 4 millions d'€ d'aide par mois.

Plus d'informations : [ici](#)

Consultation publique sur les aides en faveur de la transition écologique et numérique

Une [consultation publique](#) est ouverte jusqu'au 8 décembre 2021 afin de permettre à la Commission européenne de recueillir les avis de toutes les parties sur des propositions de modification du règlement général d'exemption par catégorie (RGEC) ayant pour objectif de simplifier le soutien public à la transition écologique et numérique de l'UE, en élargissant les possibilités qu'ont les États membres de mettre en œuvre des mesures d'aides dans ces domaines sans notification et autorisation préalables de la Commission (voir aussi rubrique « *Consultations publiques* »).

Cette révision du RGEC est alignée sur celles des lignes directrices en matière d'aides d'État correspondantes (et notamment les lignes directrices concernant les aides d'État en faveur du climat, de l'énergie et de l'environnement, les lignes directrices sur le financement des risques, l'encadrement des aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation) et permettra ainsi de favoriser le financement public dans les domaines d'intervention prioritaires de l'UE, tels que le pacte vert (Green Deal) et les stratégies industrielle et numérique. Les modifications proposées sont les suivantes :

- Dans le domaine de la protection de l'environnement et de l'énergie :
 - Élargissement du soutien aux projets verts et notamment ceux portant sur la réduction des émissions de CO₂, la réhabilitation des habitats naturels et des écosystèmes, la protection et la restauration de la biodiversité, les véhicules propres ou à émissions nulles et les infrastructures de recharge et de ravitaillement ;
 - Introduction de nouvelles conditions « vertes » que les grandes entreprises énergivores devront remplir pour bénéficier de taux d'imposition réduits au titre de la directive sur la taxation de l'énergie ;
 - Élargissement du champ d'application des aides à l'investissement et au fonctionnement en faveur des énergies renouvelables afin d'inclure les projets de stockage directement liés à des installations de production d'énergie renouvelable nouvelles ou existantes ;
 - Éligibilité des investissements dans l'hydrogène vert, avec des exemptions par catégorie pour les aides à l'investissement en faveur de projets relatifs à l'hydrogène vert et les investissements dans les infrastructures pour l'hydrogène ;
 - Introduction d'un bonus dans l'intensité d'aide pour bénéficier d'une exemption par catégorie pour les aides à l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments.
- Pour les aides à l'investissement en faveur du financement des risques : les modifications portent sur la clarification des règles d'admissibilité de ces aides au titre du RGEC et l'élargissement du champ d'application des aides aux jeunes pousses pour y inclure les aides sous forme de transfert de droits depuis un organisme de recherche où ces droits de propriété intellectuelle ont été développés vers des entreprises innovantes et de petite taille qui doivent mettre sur le marché un nouveau produit ou service.
- Concernant les aides à la recherche, au développement et à l'innovation : les modifications portent sur la simplification des conditions d'octroi de ces aides sans notification et autorisation préalables, avec notamment une approche simplifiée pour le calcul des coûts indirects des projets de recherche et développement et l'introduction de nouvelles règles de compatibilité pour le soutien aux infrastructures d'essai et d'expérimentation.

Plusieurs phases de consultations des États membres sont également au programme de la Commission, qui envisage une adoption du RGEC révisé courant du 1^{er} semestre 2022.

Plus d'informations : [ici](#)

2022 : Année européenne de la Jeunesse

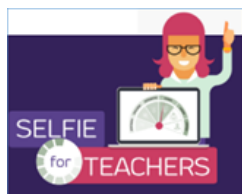
Lors du discours sur l'État de l'Union en septembre dernier (voir [numéro 145](#) des Échos d'Europe de septembre 2021), la Présidente de la Commission européenne Ursula VON DER LEYEN avait annoncé qu'elle souhaitait consacrer l'année 2022 « Année européenne de la Jeunesse ». Le 14 octobre dernier, la Commission européenne a publié une proposition afin de mettre en place plusieurs activités en coopération avec le Parlement européen, les États membres, les organisations représentant les jeunes ainsi que les autorités locales et régionales. Ces activités viseront à valoriser, encourager, impliquer et développer des opportunités pour les jeunes dans l'UE. Les thèmes mis à l'honneur lors de cette année concerneront l'inclusion, la durabilité, la santé mentale et le bien-être, l'emploi et la formation.

Le programme d'activités est actuellement en cours d'élaboration par la Commission européenne qui ouvre également un [appel à idées](#) sur le portail européen de la Jeunesse afin de permettre à tout jeune citoyen européen de contribuer à la mise en place de cette année thématique.

Les États membres devront désigner un coordonnateur national en charge de l'organisation de la participation à l'Année européenne de la Jeunesse sur le territoire. Un groupe d'expert regroupant des organisations de jeunesse sera formé afin de réfléchir au contenu de cette année de la Jeunesse.

Plus d'informations : [ici](#)

Les outils numériques au service des enseignants du primaire et du secondaire



Le 5 octobre dernier, la Commission européenne a lancé un outil en ligne pour permettre aux enseignants du primaire et du secondaire d'évaluer leurs compétences relatives au numérique et identifier leurs besoins de formation et d'appui dans ce domaine.

Concrètement, « [SELFIEforTEACHERS](#) » permet à tout enseignant de s'inscrire et d'indiquer grâce à une série d'affirmations quel est son usage du numérique dans l'enseignement et l'apprentissage, la recherche, la création et l'utilisation de contenus numériques, la personnalisation de l'enseignement, l'évaluation des élèves, la communication avec les élèves, les parents et les collègues ainsi que le développement des compétences numériques des élèves. Ce questionnaire en ligne permet de générer automatiquement un rapport contenant les résultats et des recommandations pour s'améliorer.

La Commission européenne est en train de développer des outils et ressources pédagogiques en vue de diffuser les meilleures pratiques liées à l'utilisation de cet outil.

ENVIRONNEMENT

Pollution des eaux par les nitrates

La Commission européenne a publié le 11 octobre un rapport concernant la mise en œuvre de la [directive](#) sur les nitrates pour la période 2016-2019 qui met en évidence que les nitrates représentent encore une source de pollution toxique des eaux européennes. De manière générale, la concentration de nitrates a fortement diminué aussi bien dans les eaux de surfaces que les eaux souterraines depuis 1991, année d'entrée en vigueur de la directive. Toutefois lors de la dernière décennie, peu de progrès ont été réalisés et l'on constate que sur cette période, plus de 14% des eaux souterraines contenaient une concentration supérieure à la limite fixée pour l'eau potable. Par ailleurs 81% des espaces marins, 31% des eaux côtières, 36% des cours d'eau et 32% des lacs sont considérés eutrophes. Cela signifie que ces milieux aquatiques contiennent beaucoup de nutriments permettant la prolifération végétale et bactérienne de l'eau.

Les objectifs du Green deal européen s'inscrivent dans un renforcement de l'application de la directive sur les nitrates en vue de réduire la perte de nutriments de 50% d'ici 2030. Il est toutefois nécessaire d'après le rapport de renforcer les mesures au niveau national et régional notamment dans les zones agricoles.

Plus d'informations : [ici](#)

Limites des polluants organiques persistants dans les déchets

Les polluants organiques persistants (POP) ont fait l'objet d'une proposition de la Commission européenne le 28 octobre dernier. Les POP sont des substances chimiques toxiques pour l'environnement et difficiles à éliminer notamment dans les déchets. Elles sont régulées par un [règlement](#) européen qui prévoit notamment la réduction des émissions de POP dans l'eau, l'air et les sols.

La proposition de la Commission européenne qui s'inscrit dans les objectifs du Green deal et du [plan d'action](#) Zéro Pollution, vise à réduire voir à éliminer les émissions de POP issues des déchets de certains produits textiles, agricoles ou de bois. La Commission européenne introduit ainsi des seuils concernant la présence de l'acide perfluorooctanoïque, du dicofol et du pentachlorophénol ainsi que de leurs sels et composés apparentés.

Cette proposition doit maintenant être discutée au sein du Conseil et du Parlement européen.

Plus d'informations : [ici](#)

Bilan de la stratégie pour les forêts de l'UE 2014-2020



Le 4 octobre dernier, la Cour des comptes européenne a publié un rapport relatif à l'action de la Commission européenne sur les politiques liées aux forêts pendant la période 2014-2020. Ce rapport se penche plus spécifiquement sur le bilan de la stratégie pour les forêts 2014-2020. La Cour des comptes relève en premier lieu que bien que la superficie des terres agricoles soit équivalente à celles des terrains forestiers, les financements européens en faveur de ces derniers représentent moins de 1% du budget de la politique agricole commune (PAC). Ces financements sont d'ailleurs dirigés en majorité vers des mesures de conservation, de restauration et de plantation de forêts.

Le rapport souligne que les politiques de l'UE en vue de préserver la biodiversité et de lutter contre le changement climatique dans les forêts enregistrent des résultats insatisfaisants. Ainsi, l'exploitation forestière illégale subsiste en raison d'une application des règlements de l'UE insuffisante et d'un manque de contrôles efficaces. La Cour des comptes recommande ainsi le recours accru à la télédétection qui permet par l'observation satellite de surveiller de grandes superficies. Concernant les mesures de conservation, étant donné l'état mauvais ou médiocre de 85% des espaces forestiers analysés, il s'avère que les mesures de maintien sont insuffisantes. La Cour des comptes recommande de prendre des mesures de rétablissement de la conservation et de mettre en œuvre des projets de boisements mélangeant plusieurs espèces afin de contribuer à l'enrichissement de la biodiversité et à la résilience climatique des forêts.

Plus d'informations : [ici](#)

Les incendies de forêts en 2020 et 2021



Le Centre commun de recherche de la Commission européenne (JRC) a publié la 21^{ème} édition de son rapport annuel 2020 sur les incendies de forêt en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. En 2020, 340.000 hectares ont brûlé dans l'UE. Les pays les plus touchés sont la Roumanie, le Portugal, l'Espagne puis l'Italie. Les incendies ont particulièrement frappé les zones Natura 2000, particulièrement dans la zone du delta du Danube en Roumanie.

Au cours du 1^{er} semestre 2020, de nombreux incendies se sont déroulés en Roumanie et dans les Pyrénées. L'été et l'automne ont été marqués par des feux importants en Espagne, en Italie et dans les Balkans. Cependant, les feux de forêts les plus importants ont eu lieu hors de l'UE près de Tchernobyl en Ukraine.

Le JRC souligne que la hausse des risques d'incendies est directement liée au changement climatique qui entraîne aussi un allongement des périodes d'incendies saisonniers et une augmentation des mégafeux à propagation rapide. Les incendies enregistrés jusque-là en 2021 renforcent ce constat. On dénombre à ce jour près de 500.000 hectares de terrains brûlés dont 60% de forêts. Autre fait inquiétant, 130.000 hectares avaient déjà été consumés par les flammes en juin avant le début habituel de la saison des incendies. Le rapport insiste ainsi sur le besoin de sensibilisation et d'information pour prévenir les incendies.

Plus d'informations : [ici](#)

INSTITUTIONS EUROPÉENNES

Programme de travail 2022 de la Commission européenne

La Commission a présenté le 19 octobre dernier [ses axes de travail](#) pour l'année 2022 comprenant 42 nouvelles initiatives (dont 26 simplifications réglementaires), qui couvrent les 6 grands axes prioritaires de la Commission présentés par la Présidente lors de son discours sur l'État de l'Union (voir [numéro 145](#) des Échos d'Europe de septembre 2021) et 6 propositions de retrait de textes.

Ainsi, en matière d'environnement et de climat, les initiatives concerneront notamment un cadre réglementaire pour la certification de l'élimination du carbone par le développement de puits d'absorption comme les forêts ou les sols agricoles, l'élimination des polluants des eaux de surface et souterraines, notamment par une réduction des pesticides dans le monde agricole, l'amélioration de la qualité de l'air ambiant et l'information du public et en matière d'économie circulaire, le renforcement du droit à la réparation des produits.

Dans le domaine du numérique, une initiative législative est prévue sur les puces électroniques visant à accélérer la recherche, travailler à la résilience des chaînes d'approvisionnement, renforcer les chaînes de production et réaliser des partenariats internationaux dans le domaine « ». Un texte sur la cyber-résilience sera également proposé ainsi que des mesures visant à faciliter l'adoption des compétences numériques dans l'ensemble des écoles et des établissements d'enseignement supérieur de l'UE.

Afin de garantir la libre circulation des biens et des services dans un contexte de crise, la Commission travaillera notamment sur un instrument d'urgence pour le marché unique.

Concernant son action extérieure, la Commission élaborera tout particulièrement la stratégie « Global Gateway » qui vise à mettre en place des partenariats privilégiés en matière de connectivité afin de renforcer la compétitivité commerciale de l'UE et son attractivité pour les investissements directs étrangers.

Concernant la promotion du mode de vie européen et l'État de droit, la Commission présentera entre autres un texte visant à préserver la liberté et le pluralisme des médias.

La liste complète des 42 initiatives peut être consultée [ici](#).

La Commission va désormais s'atteler à négocier avec le Parlement européen et le Conseil pour définir une liste de priorités législatives communes.

MOBILITÉ ET TRANSPORT

Arrivée du « Connecting Europe Express » à Paris



Après avoir parcouru plus de 20.000 km pendant 36 jours, effectué 120 arrêts, traversé 26 pays, circulé sur 3 gabarits différents, le train « Connecting Europe Express » est arrivé à sa destination finale, Paris, le 7 octobre dernier. Ce train spécialement affrété à l'occasion de l'[Année européenne du rail 2021](#), avait pour objectif de sensibiliser l'opinion publique européenne aux avantages du rail et aux défis qui doivent encore être relevés. Plus d'une quarantaine d'acteurs européens - autorités nationales et régionales, l'association européenne du secteur ferroviaire et les acteurs du secteur ferroviaire, des gestionnaires des infrastructures aux fournisseurs se sont associés pour mettre en place ce train comprenant une voiture-couche autrichienne, un wagon-restaurant italien, un wagon panoramique suisse, une voiture passagers allemande, une voiture de conférence française, un wagon d'exposition hongrois, un train ibérique et un baltique. Tout au long de son périple, le « Connecting Europe Express » a accueilli une exposition et plusieurs conférences qui ont permis de faire connaître les nombreuses réalisations de l'espace ferroviaire unique européen et du réseau RTE-T. Lors de l'événement final à Paris, les autorités européennes ont tenu à rappeler que pour que le rail soit performant il est indispensable de disposer d'une infrastructure ferroviaire transfrontalière interopérable, moderne et de qualité, d'améliorer, notamment par la numérisation, les infrastructures existantes, d'assurer une coordination paneuropéenne renforcée, et de rendre ce mode de transport plus attractif.

Plus d'information : [ici](#)

POLITIQUE RÉGIONALE ET URBAINE

Rapport sur la performance dans la politique de cohésion 2014-2020

Dans un [rapport](#) sur la performance comme critère d'éligibilité de la politique de cohésion qu'elle vient de publier, la Cour des comptes européenne estime que le chemin est encore long pour y parvenir pleinement. La Cour des comptes rappelle ainsi que les instruments mis en œuvre lors de la période de programmation 2014-2020 pour inciter à cette optimisation des fonds (conditions ex-ante, réserve de performance et cadre de performance) ont bien contribué à un changement d'approche dans la gestion financière de la politique de cohésion mais n'ont pas substantiellement modifié la manière dont les fonds de l'UE ont été alloués. Pour l'avenir, la Cour propose à la Commission de recourir pleinement aux conditions favorisantes lors de l'examen de la période 2021-2027, l'encourage à anticiper le plus tôt possible l'examen à mi-parcours de la période 2021-2027 afin qu'il soit efficace et lui recommande de simplifier les règles régissant le modèle de « financement non lié aux coûts », ainsi que l'approche concernant la fourniture d'une assurance sur les financements de l'UE octroyés dans le cadre de ce modèle.

Capitales 2022 du tourisme intelligent



La Commission européenne a annoncé le 26 octobre dernier les lauréats pour les prix de [Capitales européennes du tourisme intelligent](#) et de la [Destination européenne d'excellence](#).

La Capitale européenne du tourisme intelligent est un prix qui récompense les villes européennes en tant que destinations touristiques dans les domaines de la durabilité, de l'accessibilité, de la numérisation et du patrimoine culturel. Pour 2022, Bordeaux et

Valence (Espagne) se sont vues décernées ce prix tandis que Middelfart (Danemark) a été promue Destination européenne d'excellence (EDEN). Ce prix s'adresse aux communes touristiques plus réduites qui parviennent à des réalisations exceptionnelles en matière de durabilité.

RECHERCHE ET INNOVATION

Lancement des missions dans le cadre d'Horizon Europe

La Commission européenne a lancé 5 nouvelles missions de l'UE. Les missions sont une des nouveautés du programme Horizon Europe dont l'objectif est de générer des solutions et initiatives autour de grands défis contemporains dans une logique de co-conception avec les citoyens européens et les différentes parties prenantes. Une mission est un portefeuille d'activités de recherche et innovation qui répond à plusieurs principes dont l'accomplissement d'objectifs mesurables dans un délai défini, un impact sur la société et les politiques publiques et un bénéfice pour une majorité de citoyens.

La Commission européenne a défini 5 missions qui bénéficieront d'un financement d'1,9 milliards d'€ pour la période 2021-2023. Ces missions et leurs objectifs pour 2030 sont :

- **Adaptation au changement climatique** qui vise à soutenir au moins 150 régions et communautés à devenir résilientes au changement climatique ;
- **Cancer** afin d'améliorer la vie de plus de 3 millions de personnes grâce à la prévention, la guérison et l'élaboration de solutions pour assurer une vie longue et en bonne santé ;
- **Restaurer notre océan** et notre milieu aquatique d'ici à 2030;
- **100 villes neutres** climatiquement et intelligentes d'ici à 2030;
- **Un pacte pour des sols sains en Europe** avec la mise en place de 100 laboratoires vivants et phares pour encourager la transition vers des sols sains.

La Commission européenne souhaite que les missions soient régies par une gouvernance basée sur une approche collaborative notamment en associant les citoyens et les jeunes. La Commission européenne a également publié [les plans de mise en œuvre](#) contenant des objectifs et des indicateurs de performances propres à chaque mission.

Plus d'informations : [ici](#)

SANTÉ

Rapport sur la mise en place du certificat COVID numérique de l'UE



5 mois après sa mise en place, la Commission a présenté un [rapport](#) sur l'application du certificat COVID numérique dans l'ensemble de l'UE (voir rubrique « *Bibliothèque* »).

Ce rapport montre que le certificat, qui est le seul système harmonisé mis en place au niveau international, a constitué un élément essentiel de la réaction de l'Union européenne à la pandémie de COVID-19 avec :

- Plus de 591 millions de certificats COVID numériques de l'UE générés depuis le 1^{er} juillet dernier ;
- 43 pays déjà connectés au système européen ;
- 20 États membres de l'UE qui utilisent également le certificat COVID numérique de l'UE à des fins nationales, comme l'accès à des manifestations, aux restaurants, cinémas et musées ;

La reprise du secteur transport européen en juillet 2021 avec un volume total de passagers qui a doublé par rapport à juillet 2020.

La Commission a également annoncé la publication d'un prochain rapport sur l'application du certificat COVID numérique de l'UE au plus tard le 31 mars 2022. Ce rapport pourrait être accompagné d'une proposition législative visant à prolonger la période d'application du règlement, compte tenu de l'évolution de la situation épidémiologique.

Plus d'informations : [ici](#)

Appels à propositions / Chjama à pruposta

Liste des appels à proposition européens en cours

AFFAIRES MARITIMES ET PÊCHE

EMFAF-2021-PIA-MSP - [projet de planification spatiale maritime](#) - Échéance : 12/01/2022

EMFAF-2021-PIA-FLAGSHIP-WESTMED - [relance du tourisme côtier et maritime dans la Méditerranée occidentale](#) - Échéance : 12/01/2022

CITOYENS, ÉGALITÉ, DROITS ET VALEURS

CERV-2022-CITIZENS-CIV - [Participation et engagement des citoyens](#) - Échéance : 10/02/2022

CERV-2022-CHAR-LITI - [Promouvoir le renforcement des capacités et la sensibilisation à la Charte des droits fondamentaux de l'UE et les activités relatives aux litiges stratégiques concernant la démocratie, l'État de droit et les violations des droits fondamentaux](#) - Échéance : 24/02/2022

CREATIVE EUROPE

MEDIA

CREA-MEDIA-2021-CODEV - [Co-développement européen](#) - Échéance : 17/11/2021

ÉDUCATION, JEUNESSE, SPORT ET CULTURE - ERASMUS +

ERASMUS-EDU-2022-CSC-OG - [coopération de la société civile : éducation et formation](#)
Échéance : 15/12/2021

ERASMUS-YOUTH-2022-CSC-OG - [coopération de la société civile dans le domaine de la Jeunesse](#)
Échéance : 15/12/2021

ERASMUS-EDU-2021-VIRT-EXCH-IPA - [Échanges virtuels avec les Balkans occidentaux](#)

Échéance : 22/02/2022

ERASMUS-EDU-2021-VIRT-EXCH-NDICI - [Échanges virtuels avec d'autres régions spécifiques du monde](#)

Échéance : 22/02/2022

ÉNERGIE

CEF-E-2021-CBRENEW-PREPSTUDIES - [Études préparatoires pour des projets d'énergies renouvelables](#)

Échéance : 30/11/2021

ENVIRONNEMENT ET CLIMAT - LIFE

Nature et biodiversité

LIFE-2021-SAP-NAT - [Nature et biodiversité](#) - Échéance : 30/11/2021

LIFE-2021-SAP-NAT-GOV - [Gouvernance de la Nature](#) - Échéance : 30/11/2021

Économie circulaire et qualité de vie

LIFE-2021-SAP-ENV-ENVIRONMENT - [Économie circulaire, ressources déchets, air, eau, sol, bruits, produits chimiques, Bauhaus](#) - Échéance : 30/11/2021

LIFE-2021-SAP-ENV-GOV - [Gouvernance environnementale](#) - Échéance : 30/11/2021

Adaptation et atténuation du changement climatique

LIFE-2021-SAP-CLIMA-GOV - [Gouvernance et information climatiques](#) - Échéance : 30/11/2021

LIFE-2021-SAP-CLIMA-CCM - [Atténuation du changement climatique](#) - Échéance : 30/11/2021

LIFE-2021-SAP-CLIMA-CCA - [Adaptation au changement climatique](#) - Échéance : 30/11/2021

Transition vers une énergie propre

LIFE-2021-CET-LOCAL - [Soutien technique aux plans et stratégies de transition énergétique des communes et régions](#) - Échéance : 12/01/2022

LIFE-2021-CET-POLICY - [Vers une mise en œuvre efficace de la législation clé dans le domaine de l'énergie durable](#) - Échéance : 12/01/2022

LIFE-2021-CET-GOV - [Dialogue multiniveau sur le climat et l'énergie pour mettre en place la gouvernance énergétique](#) - Échéance : 12/01/2022

LIFE-2021-CET-BUILDRENO - [Déploiement à grande échelle de solutions industrialisées de rénovation profonde](#) - Échéance : 12/01/2022

LIFE-2021-CET-AUDITS - [Adoption des recommandations d'audits énergétiques pour la transition énergétique des entreprises](#) - Échéance : 12/01/2022

LIFE-2021-CET-VALUECHAIN - [Encourager l'adoption de l'énergie durable tout au long de la chaîne de valeur dans l'industrie et les services](#) - Échéance : 12/01/2022

LIFE-2021-CET-BUILDSKILLS - [BUILD UP Skills - redémarrer les plateformes et feuilles de route nationales](#) - Échéance : 12/01/2022

LIFE-2021-CET-COOLING - [Faire face à l'augmentation de la demande de refroidissement des bâtiments dans les années à venir](#) - Échéance : 12/01/2022

LIFE-2021-CET-SM ARTSERV - [Établir des modèles commerciaux et des systèmes contractuels innovants pour des services énergétiques intelligents et intégrés au secteur](#) - Échéance : 12/01/2022

LIFE-2021-CET-SMARTREADY - [Créer les conditions d'une amélioration globale de la préparation intelligente des bâtiments européens](#) - Échéance : 12/01/2022

LIFE-2021-CET-MAINSTREAM - [Intégration du financement de l'énergie durable et de la performance énergétique dans l'UE critères et normes de financement durable](#) - Échéance : 12/01/2022

LIFE-2021-CET-INNOFIN - [Systèmes de financement innovants pour les investissements dans l'énergie durable](#) - Échéance : 12/01/2022

LIFE-2021-CET-HOMERENO - [Services intégrés de rénovation résidentielle](#) - Échéance : 12/01/2022

LIFE-2021-CET-HOMERECOM - [Communauté européenne de praticiens des services intégrés de rénovation de l'habitat](#) - Échéance : 12/01/2022

LIFE-2021-CET-COALREGIONS - [Transition énergétique propre pilotée par la communauté dans les régions de charbon, de tourbe et de schiste bitumineux](#) - Échéance : 12/01/2022

LIFE-2021-CET-PDA - [Disruptive PDA - Assistance technique pour repousser les limites du marché de l'énergie durable](#) - Échéance : 12/01/2022

LIFE-2021-CET-ENERPOV - [Aborder les interventions liées à la construction dans les quartiers vulnérables](#) - Échéance : 12/01/2022

LIFE-2021-CET-ENERCOM - [Développement de mécanismes de soutien aux communautés énergétiques et autres initiatives menées par les citoyens dans le domaine de l'énergie durable](#) - Échéance : 12/01/2022

MOBILITÉ ET TRANSPORTS

CEF-T-2021-AFIFGEN-UNITS - [Facilité pour les carburants alternatifs](#) - Échéance : 19/01/2022

CEF-T-2021-COREGEN-IWWP-STUDIES - [Ports et voies navigables intérieures \(études\)](#) - Échéance : 19/01/2022

CEF-T-2021-COREGEN-IWWP-WORKS - [Ports et voies navigables intérieures \(travaux ou mix travaux/études\)](#) - Échéance : 19/01/2022

CEF-T-2021-COMPGEN-ROADS-STUDIES - [Routes, terminaux ferroviaires et plateformes multimodales de logistique \(études\)](#) - Échéance : 19/01/2022

CEF-T-2021-COMPGEN-ROADS-WORKS - [Routes, terminaux ferroviaires et plateformes multimodales de logistique \(travaux ou mix travaux/études\)](#) - Échéance : 19/01/2022

CEF-T-2021-COMPGEN-RAIL-STUDIES - [Rail \(études\)](#) - Échéance : 19/01/2022

CEF-T-2021-COMPGEN-RAIL-WORKS - [Rail \(travaux ou mix travaux/études\)](#) - Échéance : 19/01/2022

CEF-T-2021-SIMOBGEN-NEWTECH-STUDIES - [Nouvelles technologies et innovation \(études\)](#) - Échéance : 19/01/2022

CEF-T-2021-SIMOBGEN-NEWTECH-WORKS - [Nouvelles technologies et innovation \(travaux ou mix travaux/études\)](#) - Échéance : 19/01/2022

CEF-T-2021-SIMOBGEN-REMIB-STUDIES - [Supprimer les obstacles à l'interopérabilité \(études\)](#) - Échéance : 19/01/2022

CEF-T-2021-SIMOBGEN-REMIB-WORKS - [Supprimer les obstacles à l'interopérabilité \(travaux ou mix travaux/études\)](#) - Échéance : 19/01/2022

CEF-T-2021-SIMOBGEN-eFTI-STUDIES - [Applications intelligentes pour le transport : eFTI \(études\)](#) - Échéance : 19/01/2022

CEF-T-2021-SIMOBGEN-eFTI-WORKS - [Applications intelligentes pour le transport : eFTI \(travaux ou travaux/études\)](#) - Échéance : 19/01/2022

CEF-T-2021-SIMOBGEN-VTMIS-STUDIES - [Applications intelligentes pour le transport : VTMIS \(études\)](#) - Échéance : 19/01/2022

CEF-T-2021-SIMOBGEN-VTMIS-WORKS - [Applications intelligentes pour le transport : VTMIS \(travaux ou mix travaux/études\)](#) - Échéance : 19/01/2022

CEF-T-2021-SIMOBGEN-RIS-STUDIES - [Applications intelligentes pour le transport : RIS \(études\)](#) - Échéance : 19/01/2022

CEF-T-2021-SIMOBGEN-RIS-WORKD - [Applications intelligentes pour le transport: RIS \(travaux ou mix travaux/études\)](#) - Échéance : 19/01/2022

CEF-T-2021-SIMOBGEN-ITS-WORKS - [Applications intelligentes pour le transport : ITS \(travaux ou mix études/travaux\)](#) - Échéance : 19/01/2022

CEF-T-2021-SUSTMOBGEN-MOS-STUDIES - [Autoroutes de la mer \(études\)](#) - Échéance : 19/01/2022

CEF-T-2021-SUSTMOBGEN-MOS-WORKS - [Autoroutes de la mer \(travaux ou mix travaux/études\)](#)
Échéance : 19/01/2022

CEF-T-2021-SUSTMOBGEN-MULTHUB-STUDIES - [Hub multimodal de passagers](#) - Échéance : 19/01/2022

PROGRAMME MARCHÉ UNIQUE

SMP-COSME-2021-SMECC-01 - [Centre PME UE en Chine - phase IV](#) - Échéance : 24/11/2021

SMP-COSME-2021-RESILIENCE-LGD - [Green deal locaux](#) - Échéance : 24/11/2021

SMP-COSME-2021-RESILIENCE-SEM - [Missions d'économie sociale pour la résilience de la communauté](#)
Échéance : 24/11/2021

SMP-COSME-2021-CLUSTER-01 - [Des euroclusters pour la relance de l'Europe](#) - Échéance : 30/11/2021

SMP-COSME-2021-EEN-01 - [Réseau Entreprise Europe \(EEN\)](#) - Échéance : 15/12/2021

RECHERCHE ET INNOVATION - HORIZON EUROPE

Actions Marie Curie

HORIZON-MSCA-2021-DN-01-01 - [Réseaux doctoraux 2021](#) - Échéance: 16/11/2021

HORIZON-MSCA-2021-RR-01-01 - [Les chercheurs en danger 2021](#) - Échéance: 6/01/2022

HORIZON-MSCA-2021-COFUND-01-01 - [COFUND 2021](#) - Échéance: 10/02/2022

HORIZON-MSCA-2021-SE-01-01 - [Échange de personnel](#) - Échéance: 9/03/2022

Alimentation, bioéconomie, ressources naturelles, agriculture et environnement

HORIZON-CL6-2022-BIODIV - [Biodiversité et services écosystémiques](#) - Échéance: 15/02/2022

HORIZON-CL6-2022-FARM2FORK - [Système d'alimentation équitable, sain et respectueux de l'environnement de la production à la consommation](#) - Échéance: 15/02/2022

HORIZON-CL6-2022-CIRCBIO - [Économie circulaire et secteurs de la bioéconomie](#) - Échéance: 15/02/2022

HORIZON-CL6-2022-ZEROPOLLUTION - [Zéro pollution et environnement propre](#) - Échéance: 15/02/2022

HORIZON-CL6-2022-CLIMATE - [Terre, océan et eau pour une action climatique](#) - Échéance: 15/02/2022

HORIZON-CL6-2022-COMMUNITIES - [Des communautés urbaines, rurales et côtières résilientes, inclusives, saine et vertes](#) - Échéance: 15/02/2022

HORIZON-CL6-2022-GOVERNANCE - [Gouvernance, observation environnementales et solutions numériques innovantes pour soutenir le Green deal](#) - Échéance: 15/02/2022

Climat, énergie et mobilité

HORIZON-CL5-2021-D3 - [Approvisionnement énergétique durable, sécurisé et compétitif](#) -
Échéance : 5/01/2022

HORIZON-CL5-2022-D6 - [Des services de mobilité pour les passagers et les biens sécurisés, résilients et intelligents](#) - Échéance : 12/01/2022

HORIZON-CL5-2021-D4 - [Utilisation de l'énergie efficace, durable et inclusive](#) - Échéance : 25/01/2022

HORIZON-CL5-2022-D1 - [Sciences et solutions climatiques pour une neutralité climatique](#)
Échéance : 10/02/2022

HORIZON-CL5-2022-D5 - [Des solutions propres et compétitives pour tous les modes de transport](#)
Échéance : 26/04/2022

ERC - Centre européen de recherche

ERC-2022-STG - [Subvention de démarrage](#) - Échéance : 13/01/2022

ERC-2022-PERA-1 - [Impliquer \(science citoyenne\)](#) - Échéance : 3/02/2022

ERC-2022-PERA-3 - [Influence \(Média et politique\)](#) - Échéance : 3/02/2022

ERC-2022-PERA-2 - [Inspirer \(atteindre le public\)](#) - Échéance : 3/02/2022

ERC-2022-COG - [Subvention de consolidation](#) - Échéance : 17/03/2022

EIE - Écosystèmes d'innovation européens

HORIZON-EIE-2021-SCALEUP-01 - [Accroître le potentiel d'évolutivité des entreprises européennes à confirmer](#)
Échéance : 10/11/2021

Infrastructures de recherche

HORIZON-INFRA-2021-DEV-02-01 - [Phase préparatoire des nouveaux projets d'infrastructure de recherche ESFRI](#) - Échéance : 20/01/2022

HORIZON-INFRA-2021-DEV-02-02 - [consolidation du paysage des infrastructures de recherche - soutien individuel aux projets ESFRI](#) - Échéance : 20/01/2022

Innovation

InnovFund-LSC-2021 - [Fonds innovation : projets à grande échelle](#) - Échéance : 3/03/2022

Numérique, Industrie, Espace

HORIZON-CL4-2021-SPACE - [Autonomie stratégique ouverte dans le développement, le déploiement et l'utilisation d'infrastructures, de services, d'applications et de données spatiales mondiales](#)
Échéance : 16/02/2022

Santé

HORIZON-HLTH-2022-STAYHLTH-01 - [Rester en bonne santé dans une société en mutation rapide](#) - Échéance : 1/02/2022

HORIZON-HLTH-2022-TOOL-11 - [Débloquer le potentiel des outils, technologies et solutions numériques pour la santé et les soins](#) - Échéance : 1/02/2022

HORIZON-HLTH-2022-DISEASE-06 - [Lutter contre les maladies et réduire la charge de morbidité](#)
Échéance : 16/02/2022

HORIZON-HLTH-2022-CARE-08 - [Vivre et travailler dans un environnement favorables à la santé](#) - Échéance : 21/04/2022

HORIZON-HLTH-2022-CARE-08 - [Assurer un accès à un système de santé innovant, durable et de grande qualité](#) - Échéance : 21/04/2022

HORIZON-HLTH-2022-IND-13 - [Maintenir une industrie de la santé innovante, durable et compétitive au niveau mondial](#) - Échéance : 21/04/2022

Sécurité civile

HORIZON-CL3-2021-FCT - [La protection et la sécurité de l'UE et des citoyens face au crime et au terrorisme](#)
Échéance : 23/11/2021

HORIZON-CL3-2021-BM - [La gestion effective des frontières extérieures de l'UE](#) - Échéance : 23/11/2021

HORIZON-CL3-2021-INFRA - [Des infrastructures résilientes](#) - Échéance : 23/11/2021

HORIZON-CL3-2021-DRS - [La résilience des sociétés face aux catastrophes](#) - Échéance : 23/11/2021

HORIZON-CL3-2021-SSRI - [Le renforcement de la recherche et de l'innovation en matière de sécurité](#)
Échéance : 23/11/2021

Élargir la participation et renforcer l'espace européen de la recherche

HORIZON-WIDERA-2021-ACCESS-03-01 - [Jumelage](#) - Échéance : 18/01/2022

HORIZON-WIDERA-2022-TALENTS-01 - [Chaire ERA](#) - Échéance : 15/03/2022

BEI - bourse EIBURS - programme de la connaissance

2021/C 380/04 - [L'avenir de la scolarité : exploiter le potentiel des technologies de l'enseignement numérique](#)
Échéance : 15/11/2022

2021/C 383/06 - [Le secteur européen des technologies propres, le pacte vert pour l'Europe et la demande de fonds propres des PME](#) - Échéance : 15/11/2022

SANTÉ POUR L'UE - EU4HEALTH

EU4H-2021-PJ-15 - [Diagnostic et traitement du cancer pour tous y compris la génomique au service de la santé publique](#) - Échéance : 25/01/2022

EU4H-2021-PJ-10 - [réduire les cancers gastriques et du foie causés par les infections](#) - Échéance : 25/01/2022

EU4H-2021-PJ-14 - [Soutien aux activités de formation, mise en place et meilleures pratiques](#)
Échéance : 25/01/2022

EU4H-2021-PJ-17 - [organiser et collecter des données pour comprendre la sécurité, la qualité et l'efficacité des thérapies appliquées dans le domaine de la reproduction assistée et basées sur les cellules souches hématopoïétiques](#) - Échéance : 25/01/2022

EU4H-2021-PJ-16 - [Projet de reprogrammation de médicaments assistée par ordinateur pour la thérapie du cancer](#) - Échéance : 25/01/2022

EU4H-2021-PJ-13 - [mise en œuvre des meilleures pratiques dans les services communautaires pour l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine \(VIH\) et le syndrome d'immunodéficience acquise \(SIDA\), la tuberculose, l'hépatite virale et les infections sexuellement transmissibles](#) - Échéance : 25/01/2022

EU4H-2021-PJ-12 - [créer une « carte à puce de survivant du cancer »](#) - Échéance : 25/01/2022

EU4H-2021-PJ-11 - [Projet de cartographie des capacités de traitement du cancer de l'UE - Réseau de centres anticancéreux complets](#) - Échéance : 25/01/2022

EU4H-2021-PJ-09 - [initiative HealthyLifestyle4All : promotion d'un mode de vie sain](#) - Échéance : 25/01/2022

EU4H-2021-PJ-08 - [améliorer l'accès à la vaccination humaine du papillomavirus](#) - Échéance : 25/01/2022

EU4H-2021-PJ-07 - [mise en œuvre des meilleures pratiques sur le terrain ayant un impact direct sur l'effort de lutte contre les problèmes de santé mentale pendant COVID-19](#) - Échéance : 25/01/2022

EU4H-2021-PJ-06 - [élaborer un projet pilote d'écosystème d'infrastructure communautaire pour l'utilisation secondaire des données sur la santé à des fins de recherche, d'élaboration de politiques et de réglementation](#)
Échéance : 25/01/2022

EU4H-2021-PJ-18 - [stimuler la prévention du cancer par l'utilisation du Code européen contre le cancer et d'autres actions concertées](#) - Échéance : 25/01/2022

ACTION POUR LE CLIMAT

[Système d'échange de quotas d'émission de l'UE \(réexamen général\) - Renforcer le mécanisme de stabilité du marché \(réserve de stabilité du marché\)](#) - Échéance : 8/11/2021

[Système d'échange de quotas d'émission de l'UE — mise à jour des règles pour l'aviation](#) - Échéance : 8/11/2021

[Émissions de CO₂ des voitures et des camionnettes - révision des normes de performance](#)
Échéance : 8/11/2021

[Objectifs nationaux de réduction des émissions \(règlement sur la répartition de l'effort\) — réexamen fondé sur le plan cible en matière de climat à l'horizon 2030](#) - Échéance : 8/11/2021

[Utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie - révision des règles de l'UE](#)
Échéance : 8/11/2021

[Changement climatique - mise à jour du système d'échange de quotas d'émission de l'Union \(SEQUE\)](#)
Échéance : 8/11/2021

[Fonds social pour le climat — soutenir la transition de l'UE vers une économie entièrement verte](#)
Échéance : 12/11/2021

[Pacte vert pour l'Europe](#) (mécanisme d'ajustement carbone aux frontières) - Échéance : 12/11/2021

[Pacte vert pour l'Europe - Proposition de révision de la directive sur la taxation de l'énergie](#)
Échéance : 12/11/2021

AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL

Programme en faveur de la consommation de fruits, de légumes et de lait à l'école :

[Demandes d'aide, paiement des aides et contrôles](#)

[Mesures éducatives et sélection/agrément des demandeurs d'aide](#)

Échéance : 20/11/2021

CONCURRENCE

[Révision ciblée du règlement général d'exemption par catégorie : révision des règles relatives aux aides d'État en faveur de la transition écologique et numérique](#) - Échéance : 8/12/2021

ÉDUCATION, JEUNESSE, SPORT ET CULTURE

[Année européenne de la jeunesse \(2022\)](#) - Échéance : 14/12/2021

[Enseignement supérieur: une stratégie européenne pour les universités](#) - Échéance : 17/11/2021

[Universités européennes - une coopération transnationale approfondie et durable dans l'enseignement supérieur](#) - Échéance : 17/11/2021

ÉNERGIE

[Règles de l'UE en matière d'énergies renouvelables — réexamen](#) - Échéance : 12/11/2021

[Énergies renouvelables — méthode de calcul de la quantité d'énergie renouvelable utilisée pour le refroidissement et le refroidissement urbain](#) - Échéance : 25/11/2021

[Numérisation du secteur de l'énergie - Plan d'action de l'UE](#) - Échéance : 24/01/2022

ENVIRONNEMENT

[Gestion intégrée de l'eau — listes révisées des polluants des eaux de surface et des eaux souterraines](#)
Échéance : 15/11/2021

[Révision de la législation de l'UE relative à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances chimiques](#) - Échéance : 15/11/2021

[Qualité de l'air - révision de la réglementation de l'UE](#) - Échéance : 16/12/2021

[Trafic d'espèces sauvages - plan d'action de l'UE \(évaluation\)](#) - Échéance : 28/12/2021

[Prévention du commerce illégal d'espèces sauvages — révision du plan d'action de l'UE](#) - Échéance : 28/12/2021

[Qualité des eaux de baignade - révision des règles de l'UE](#) - Échéance : 20/01/2022

EMPLOI, AFFAIRES SOCIALES ET INCLUSION

[Programme pour l'emploi et l'innovation sociale pour la période 2014-2020 - Évaluation finale](#)
Échéance : 28/12/2021

JUSTICE ET CONSOMMATEURS

[Action de l'UE contre les recours abusifs \(«poursuites-bâillons»\) visant des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme](#) - Échéance : 10/01/2022

MARCHÉ INTÉRIEUR, INDUSTRIE, ENTREPRENEURIAT ET PME

[Gestion du trafic spatial — élaboration d'une stratégie de l'UE pour une utilisation sûre et durable de l'espace](#)
Échéance : 19/11/2021

MOBILITÉ ET TRANSPORTS

[Émissions de CO₂ du transport maritime — encourager l'utilisation de carburants à faible teneur en carbone](#)
Échéance : 8/11/2021

[Gestion durable des déchets à bord des navires - dispositif incitatif de l'UE](#) - Échéance : 9/11/2021

[Carburants durables pour l'aviation — ReFuelEU Aviation](#) - Échéance : 12/11/2021

[Véhicules à faibles émissions — améliorer les infrastructures de ravitaillement/recharge de l'UE](#)
Échéance : 12/11/2021

[Interopérabilité ferroviaire - modification des règles sur la suppression progressive des signaux indiquant la queue du train pour les trains de marchandises](#) - Échéance : 19/11/2021

[Une «stratégie Drone 2.0» pour l'Europe pour favoriser une mobilité durable et intelligente](#)
Échéance : 31/12/2021

RÉSEAUX DE COMMUNICATION, CONTENU ET TECHNOLOGIES

[Programme d'action — Boussole pour la décennie numérique](#) - Échéance : 12/11/2021

STATISTIQUES

[Collecte de données — Statistiques européennes sur la population](#) - Échéance : 23/12/2021

ACTION POUR LE CLIMAT

[Rapport spécial n° 21/2021 Financement de l'UE en faveur de la biodiversité et de la lutte contre le changement climatique dans ses forêts: des résultats positifs mais limités](#)

[Rapport d'étape de la Commission sur l'action climatique de l'UE en 2021 - Accélérer l'action européenne en faveur du climat vers un avenir vert, juste et prospère](#)

[Rapport de la Commission - Qualité de l'essence et des carburants diesel utilisés pour le transport routier dans l'Union européenne \(Année de référence 2019\)](#)

AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

[Communication de la Commission - L'économie de l'UE après la pandémie de COVID-19: conséquences pour la gouvernance économique](#)

AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL

[Décision d'exécution \(UE\) 2021/1879 de la Commission du 26 octobre 2021 portant rejet de trois demandes de protection de dénomination en tant qu'indication géographique conformément à l'article 52, paragraphe 1, du règlement \(UE\) no 1151/2012 du Parlement européen et du Conseil \[«Jambon sec de l'Île de Beauté» \(IGP\), «Lonzo de l'Île de Beauté» \(IGP\), «Coppa de l'Île de Beauté» \(IGP\)\]](#)

BREXIT

[Règlement \(UE\) 2021/1755 du Parlement européen et du Conseil du 6 octobre 2021 établissant la réserve d'ajustement au Brexit](#)

CONCURRENCE

[Décision \(UE\) 2021/1757 de la Commission du 4 décembre 2020 concernant le régime d'aides SA.38399 — 2019/C mis à exécution par l'Italie — Impôt sur les sociétés applicable aux ports en Italie](#)

EMPLOI, AFFAIRES SOCIALES ET INCLUSION

[Décision d'exécution \(UE\) 2021/1877 de la Commission du 22 octobre 2021 concernant le cadre de mesures d'inclusion pour le programme Erasmus+ et pour le programme «Corps européen de solidarité» pour la période 2021-2027](#)

ÉNERGIE

[Recommandation \(UE\) 2021/1749 de la Commission du 28 septembre 2021 sur le principe de primauté de l'efficacité énergétique: des principes à la pratique — Lignes directrices et exemples relatifs à sa mise en œuvre dans le cadre du processus décisionnel dans le secteur de l'énergie et au-delà](#)

ENVIRONNEMENT

[Communication de la Commission Évaluation des plans et projets relatifs aux sites Natura 2000 — Guide de conseils méthodologiques de l'article 6, paragraphes 3 et 4, de la directive «Habitats» 92/43/CEE 2021/C 437/01](#)

INSTITUTIONS EUROPÉENNES

[Programme de travail de la Commission pour 2022 - Ensemble pour une Europe plus forte- et annexe](#)

JUSTICE ET CONSOMMATEURS

[Rapport de la Commission relatif à un cadre pour la délivrance, la vérification et l'acceptation de certificats COVID-19 interopérables de vaccination, de test et de rétablissement \(certificat COVID numérique de l'UE\) afin de faciliter la libre circulation pendant la pandémie de COVID-19 et annexe](#)

POLITIQUE RÉGIONALE ET URBAINE

[Rapport spécial n°24/2021 Financement fondé sur la performance dans le cadre de la politique de cohésion: des ambitions louables, mais des obstacles ont subsisté au cours de la période 2014-2020 \(disponible en anglais uniquement\)](#)